

Les Possibles — No. 06 Printemps 2015

Éditorial : Dette et monnaie font société

mercredi 8 avril 2015, par Jean Tosti, Jean-Marie Harribey

S'il est une question qui reste un peu mystérieuse au royaume de l'économie, c'est bien celle de la monnaie. Les mauvaises langues diraient que c'est parce que les économistes s'en mêlent, et elles n'auraient pas tout à fait tort. La monnaie est en effet un objet mal identifié si on la considère uniquement sous l'angle des fonctions économiques qu'elle remplit, *a fortiori* celles qu'elle remplit dans l'économie capitaliste. Cet angle est un angle mort : on croit que l'humanité est passée du troc à la monnaie comme elle est passée de l'âge de pierre à l'âge de fer, et que la dette est une tache qu'il faudrait effacer à jamais parce qu'elle serait une faute, la marque d'un déshonneur.

Or, l'histoire des sociétés humaines nous apprend que, sans doute depuis des millénaires, monnaie et dette sont liées entre elles, parce que c'est par leur biais que se constituent et se perpétuent les échanges sociaux. Ces échanges révèlent, d'une part, la nature des liens entre les individus et entre eux-mêmes et la société, et, d'autre part, l'état des rapports de force dans la société. C'est donc une réflexion sur ce qu'est véritablement la monnaie qui peut éclairer d'un nouveau jour la situation sociale et politique que les peuples européens vivent aujourd'hui. Ainsi, notre dossier et la partie « débats » de ce numéro invitent à croiser théorie de la monnaie et situation politique créée par ladite crise de la dette grecque.

Le dossier s'ouvre par un texte de Guillaume Pastureau, qui propose un « petit préalable à la reconquête » de la monnaie. Préalable parce qu'il faut revisiter les sociétés à la lumière de l'anthropologie : « la monnaie est, selon le mot de Marcel Mauss, un fait social total à la base des sociétés et qui les structure, et non la marchandise déshumanisée de l'économie standard, elle est une institution sociale, découlant d'un rapport social, qui traverse toutes les sociétés. » C'est en mariant ainsi toutes les sciences sociales que l'on porte la critique la plus décisive à l'approche néoclassique de la monnaie. Reconquête parce que le capitalisme tend à intégrer la monnaie dans sa dynamique de marchandisation toujours plus poussée, et à en faire un pur instrument d'accumulation.

Vient ensuite l'entretien que nous a accordé Michel Aglietta. Fondateur de l'école française de la régulation, il a beaucoup contribué à renouveler la vision de la monnaie, dans la perspective ouverte par l'anthropologie, pour établir qu'elle est un rapport social, un « rapport d'appartenance des membres d'une collectivité à cette collectivité dans son ensemble, qui s'exprime sous la forme d'une dette ». Ainsi, la dette publique n'a pas le même sens qu'une dette privée, parce qu'« elle désigne la dette des individus vis-à-vis de la collectivité produisant la capacité de vivre en commun, qui se décline en biens premiers au sens de Rawls, c'est-à-dire le capital collectif qui produit les biens et services publics ».

On comprend alors combien le discours dominant sur la dette est idéologique, donc trompeur. Appliquons au contraire notre trame d'analyse à la situation grecque. Michel Husson décrypte en quoi la Grèce est devenue « une économie dépendante et rentière » : parce qu'elle doit importer nombre de marchandises et parce que sa classe dominante est championne toutes catégories pour capter la richesse à son profit. Sont ainsi mises en évidence les véritables causes de ladite crise de la dette publique : une classe dominante prédatrice et non pas des pauvres trop dépensiers ou trop assistés.

Éric Toussaint enfonce le clou en montrant pourquoi l'augmentation considérable de la dette publique grecque est à la fois illégitime, illégale, odieuse et insoutenable. Un audit de cette dette est commencé depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza et devrait attester ce diagnostic. D'ores et déjà, on sait que la prétendue aide à la Grèce accordée par la Troïka a consisté à sauver les banques européennes et non pas à sortir l'économie grecque de la récession. Ouvrir les comptes publics n'a plus seulement un intérêt théorique, c'est un fait politique à part entière pour dénoncer l'origine de la dette si elle ne correspond pas au bien-être collectif.

S'obstinant à exiger l'application des programmes d'austérité, la Troïka veut acculer la Grèce à choisir : se soumettre ou partir, sans qu'aucune discussion soit possible. Si la Grèce était contrainte à sortir de la zone euro, pourrait-elle profiter de ses avantages comparatifs ? Thierry Pouch examine cette possibilité et pense que l'expérience pourrait être tentée.

La revue *Les Possibles* ouvre ses colonnes à un texte provocateur d'Edwin Le Héron, qui conteste le fait que l'on puisse annuler une dette publique. Selon lui, deux arguments plaident en ce sens : la dette publique est adossée à des biens publics et il faut assurer la continuité de l'État, même si des erreurs ont été commises, dès l'instant où les décisions ont été prises démocratiquement. Le premier argument est exact, à condition justement que cette dette ait été contractée pour financer véritablement des actifs réels, et non pas pour alléger les impôts des riches et les faire profiter de taux d'intérêt générateurs d'un

effet boule de neige. Ce n'est pas ce qu'on constate en Grèce et dans bien d'autres pays. Le second argument est fondé sur un rappel historique qui se retourne contre lui : l'État vichyste de collaboration avec le nazisme n'ayant pas assuré la continuité de la République, sa dette n'avait pas plus de légitimité que lui-même. La légitimité d'une situation particulière ne peut donc être établie *in abstracto*.

Une banque centrale est le pivot d'un système monétaire. Pour le meilleur et pour le pire. Dans le cas de la Banque centrale européenne, il se pourrait bien que ce soit pour le pire. Esther Jeffers dresse un bilan de son action depuis sa naissance jusqu'aux jours de la crise actuelle. La BCE n'a rien vu venir ou a fait semblant de ne rien voir venir. Quand la crise fut venue, elle appela à l'approfondissement des causes l'ayant provoquée. Au-delà de sa politique monétaire désastreuse, deux syndicalistes en son sein, Carlos Bowles et Emmanuel Larue, témoignent que, en matière de droit du travail, la BCE est une zone de non-droit. Politique anti-démocratique et déni du droit du travail ne vont-ils pas de pair ?

Enfin, comme point d'orgue à notre dossier, nous publions deux textes anciens de deux de nos amis aujourd'hui malheureusement disparus, auxquels nous rendons hommage. D'abord, des notes écrites par Suzanne de Brunhoff au sujet de la finance capitaliste, dans le cadre du Séminaire d'études marxistes en 2005. Suzanne de Brunhoff, membre du Conseil scientifique d'Attac, était une économiste qui avait marqué sa génération, notamment par l'excellent *La monnaie chez Marx*, qu'elle avait publié en 1967 (Éditions sociales), montrant l'importance de la monnaie pour comprendre le cycle de valorisation du capital : « le capital-argent est ambivalent par rapport à la production capitaliste : indispensable, mais incapable de se mettre en valeur par lui-même ».

Nous publions ensuite, avec l'autorisation de la Fondation des Presses de Sciences Po, un extrait du livre de Bernard Maris, *Keynes ou l'économiste citoyen* (Les Presses de Sciences Po, 1999, 2007). C'est l'occasion de dire notre indignation et notre tristesse devant son assassinat et celui de tous ceux qui sont morts avec lui. L'occasion aussi de lui rendre hommage en revisitant l'un de ses textes les plus intéressants au sujet de la conception freudienne de la monnaie chez Keynes : « La présence de l'inconscient derrière l'"abondante libido" ou les "esprits animaux" des hommes d'affaires est là pour rappeler que l'homme n'est pas rationnel. [...] Le taux d'intérêt est un indice de la peur du futur couplé avec le privilège rentier que donne la possibilité d'une liquidité rare. »

La partie « Débats » de ce numéro s'inscrit dans la continuité des pistes ouvertes par le dossier. Si, comme le dit Michel Aglietta, « une activité n'est productive qu'à travers l'échange », et si « le processus qui engendre la valeur, c'est le mécanisme de paiement », alors on ne peut voir le prix des actifs financiers que comme un processus entièrement autonome vis-à-vis de l'économie productive, n'obéissant qu'à des phénomènes mimétiques, sans aucun « attracteur » réel. C'est à cette conclusion que s'attaque un second texte de Michel Husson,

graphiques et statistiques à l'appui, montrant que « les crises financières ne se déclenchent pas par hasard, mais quand l'envol des cours boursiers est devenu totalement déconnecté de l'évolution des profits ». Rappel au réel en même un temps qu'un rappel à la théorie de la valeur de Marx : le capital n'a pas d'autonomie par rapport au travail.

De Marx, il en est encore question dans le livre de Cédric Durand consacré au « capital fictif ». Jean-Marie Harribey en fait un compte rendu et met en discussion la définition large qu'en donne l'auteur. Il conteste le fait que la création de monnaie puisse être comptée comme du capital fictif, de même que les dettes publiques, lorsqu'elles ont pour contrepartie des actifs réels utiles à la société. On retrouve ainsi la question du travail productif. Suit une réponse de Cédric Durand, originale par le fait qu'elle propose un détour par un concept sartrien : la financiarisation est l'« âge du capital de mauvaise foi ». La discussion n'est pas tranchée, mais un grand point d'accord se dégage : la finance anticipe la captation de profits futurs et « s'approprie notre avenir ». François Chesnais ajoute sa contribution à ce débat. Il rappelle le contexte dans lequel Marx forge sa conception du capital fictif, au moment où le crédit se développe. Et, aujourd'hui, l'appropriation de la valeur connaît une phase aiguë par la mise en concurrence des travailleurs dans le monde, par la dissociation de la chaîne de valeur et par la domination du capital-argent porteur d'intérêt.

Parmi les nouveautés éditoriales, il y a le livre d'Attac et Basta !, coordonné par Dominique Plihon et Agnès Rousseaux *Le Livre noir des banques*, dont Laurence Scialom nous propose un compte rendu. Elle souligne la qualité de la documentation et de l'argumentation de ce livre, même si elle aurait préféré une charge un peu moins sévère, car des alternatives existent.

Nous faisons aussi écho au dernier livre de Geneviève Azam, *Osons rester humain, Les impasses de la toute-puissance*, dans lequel elle dresse un réquisitoire bien argumenté contre les transgressions technicistes des limites. L'humanité est aujourd'hui placée devant un dilemme : s'abandonner à l'illusion d'un « homme augmenté » ou faire de la fragilité un atout pour rester humain.

La revue des revues préparée par Jacques Cossart comporte deux volets, répartis en cinq parties. Au programme des rapports internationaux, figure la lancinante question du réchauffement climatique, toujours plus préoccupante, dont les conséquences vont, entre autres, de la montée des températures à la modification des précipitations et des écosystèmes marins, à la baisse des rendements agricoles et à l'aggravation de la vulnérabilité sociale. La responsabilité du système bancaire et financier est grandement engagée dans les dégradations actuelles et à venir. Les phénomènes de corruption avérés ne sont sans doute que la partie émergée d'un système délétère.

Le second volet propose un panorama international, non exhaustif, donc forcément subjectif, des réactions dans le monde soulevées par les assassinats de janvier 2015 à Paris. De la difficulté des religions à ne pas voir leur histoire associée aux

pires barbaries, telle pourrait être l'une des questions angoissantes qui est revenu après ces attentats. De la difficulté à approfondir laïcité, liberté et conditions du vivre ensemble, telle est la question corollaire de la précédente. L'enjeu est crucial : éviter l'engrenage du « choc des civilisations ».

Ce numéro des *Possibles* s'ouvrirait en affirmant vouloir sortir du champ étroit de l'économie pour considérer la monnaie dans

toute sa complexité sociale. Au terme de ce parcours, nous voyons que les enjeux de la réappropriation de la monnaie et du sens de la dette publique concernent l'ensemble de l'organisation de la société. Se débarrasser de la monnaie en tant que bien public/collectif/commun et de la dette ne pourrait que conduire aux impasses néolibérales, c'est-à-dire au programme thatchérien de négation de la société. Au contraire, dette et monnaie font société.